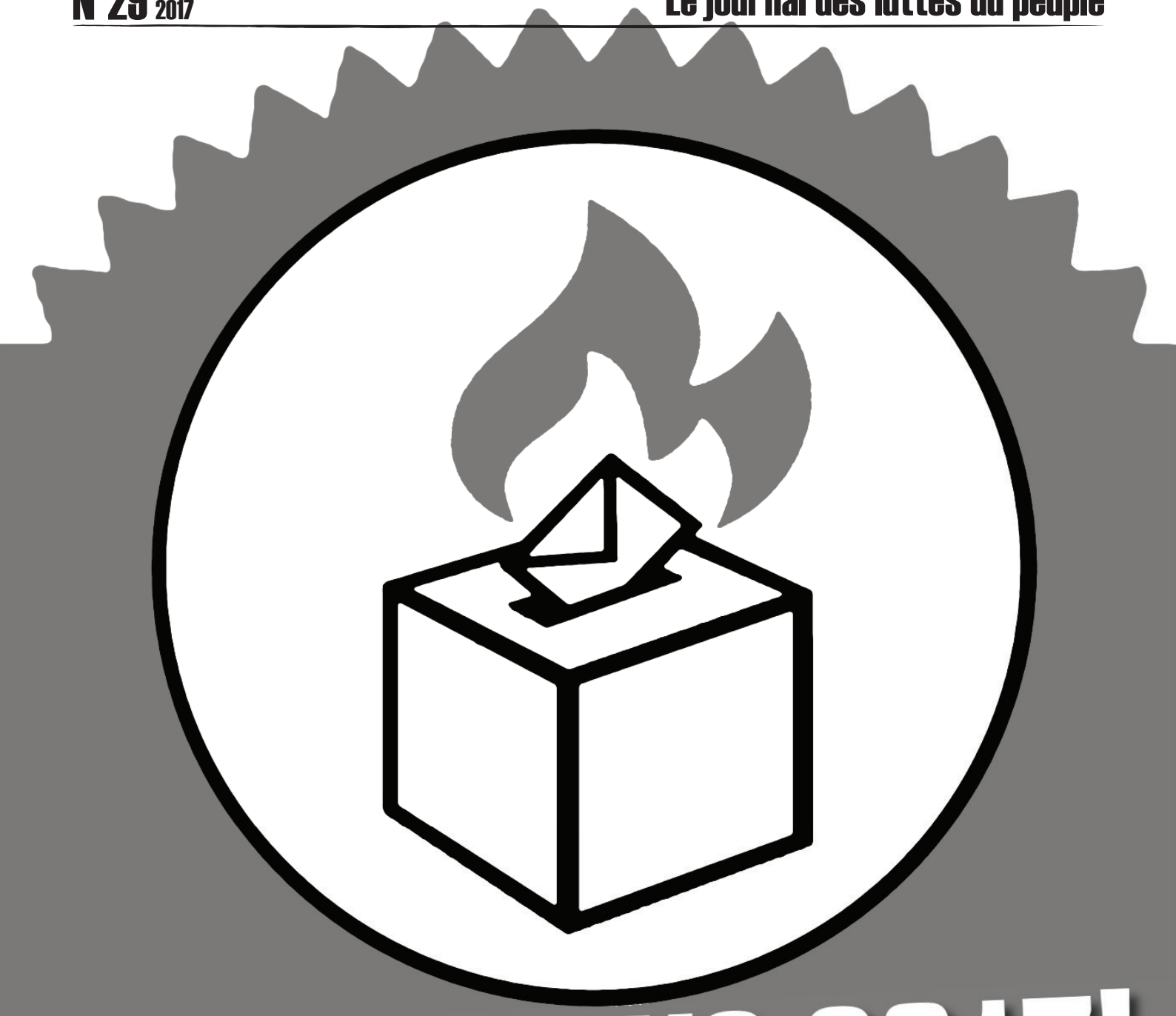
la cause du peuple

N°29 février-mars 2017

Le journal des luttes du peuple



BOYCOTTONS 2017!

l'éditorial

Ca y est, la campagne électorale pour les présidentielles 2017 (suivies des législatives) bat son plein. Pour nous, c'est surtout le début de la campagne Boycott 2017 !

En vérité, on en a plus que marre de voir leurs têtes de guignols et de leurs promesses qu'ils ne tiendront jamais ! Et encore faudrait il que leurs promesses électorales soient en faveur du peuple travailleur…

Bref, vous l'aurez compris -et sûrement depuis longtemps si vous faites partie de nos lecteurs/lectrices assidus- nous sommes de ceux qui ne croient absolument pas dans la démocratie telle que les bourgeois nous imposent. Et notre nombre ne cesse de grandir.

Entre le candidat « j'ai changé », « et moi j'ai été blanchi », « votez pour moi et j'abolirais les journées froides et pluvieuses » et « si y a des problèmes c'est la faute des autres », nous avons choisi ! Tout le monde saute ! Pas un n'a porté, ne porte et ne portera nos voix !

Comme l'a dit Coluche « Si voter changeait quelque chose, ça fait longtemps que ça serait interdit ! ». Pourtant loin d'être un révolutionnaire, il avait bien raison.

Comment croire que nous pouvons changer le système en désignant quelqu'un, sur la base de belles promesses, qui sera soumis à ce même système ? L'histoire a déjà montré que c'était impossible, dont les expériences les plus tragiques ont été le Chili et l'Indonésie. Là-bas, le mouvement populaire croyait vraiment que leurs candidats allait révolutionner le système par la voie des élections ; qu'il n'était pas nécessaire de se préparer à l'offensive de la bourgeoisie. Et des centaines de milliers de progressistes, de révolutionnaires, de communistes sont morts.

Non, la seule voie pour préparer un changement de système c'est la lutte révolutionnaire qui donne la priorité à construire un nouveau pouvoir sur les cendres de l'ancien. Un nouveau pouvoir issu des luttes du peuple pour la conquête de meilleures conditions de vie, pour que chacun et chacune puisse vivre dignement de son travail, pour que ce travail ne serve pas à enrichir quelques héritiers privilégiés mais pour le bien de toutes et tous. Un nouveau pouvoir qui ne soit pas des mots couchés sur le papier mais bien une réalité concrète, issue de la solidarité de classe.Un nouveau pouvoir à l'opposé de celui qui nous gouverne tous les jours.

Voilà le sens de la campagne Boycott 2017 ! Pour prendre la mesure de ce que représente cette campagne, il faut voir plsuieurs choses. Tout d'abord, jusqu'à présent, il existait bien des appels au boycott des élections mais il n'émanait que de quelques groupes révolutionnaires et n'ont jamais eu de portée retentissante. Mais depuis les dernières élections, la désillusion a été tellement grande que nous sommes de plus en plus nombreuses et nombreux a affirmer qu'on ne se fera plus avoir. Cela s'est particulièrement affirmé dans la lutte contre la loi Travail.

Beaucoup de gens que nous avons rencontré nous ont expliqué que jusqu'ici ils votaient à gauche mais que ce qu'avait fait le PS était pire encore que la droite. Parce qu'en faisant de belles promesses et en ne favorisant que le patronat, ils avaient détruit un espoir qui existait encore chez de nombreuses personnes. La gauche ne représente même plus le « moins pire ».

Elle est comme les autres : le garant du système en place.

Ensuite, il y a eu l'élection de Trump. Grâce à un discours populiste (qui se sert de sentiments présents dans le peuple pour se faire élire mais qui représente en fait les intérêts des plus riches) et à la règle des grands électeurs propre aux Etats-Unis, on a un président star de la télé-réalité qui fait de la « diplomatie » par twitter ! Sauf qu'il y a eu 47 % d'abstention dans ces élections. Et c'est la source principale du mouvement populaire qui secoue les Etats-Unis depuis l'élection.

Voilà ce ce que nous devons construire au travers de la campagne Boycott 2017, un mouvement de rue qui s'affirme lui même dans le rejet de la farce électorale, un mouvement qui porte les germes d'une autre société, un mouvement sur la voie révolutionnaire.

N'oublions pas que suite à l'élection de Sarkozy en 2007 il y avait déjà eu des affrontements dans de très nombreuses villes en France le soir même de son élection et que les manifestations avaient continué pendant quelques semaines.

En 2017, nous devons aller encore plus loin que ça et faire émerger le plus gros Parti de France : celui du Boycott !

Nous appelons à prendre contact avec la campagne et à se préparer à descendre dans la rue dès le soir du 1er tour !

BOYCOTT 2017 !



sommaire

Lutte de classe

★ Chronique au travail *(p.4)*

Résistances

★ Justice pour Théo ! *(p.5)*

★ Répression à Clermont-Ferrand *(p.6)*

★ La justice française au service de l'Etat fasciste turc *(p.7)*

★ Affaire Divam *(p.8)*

★ SNCF *(p.9)*

International

★ Lutte et révolution aux Philippines *(p.10)*

★ Vive la Guerre Populaire en Inde ! *(p.11)*

Culture

★ Moi, Daniel Blake *(p.12)*

★ Art révolutionnaire *(p.12)*


BOYCOTT
2017
NOS VOIX NE RENTRENT
PAS DANS LEURS URNES !
BOYCOTT-2017.FR
/BOYCOTT2017CAMPAGNE
CONTACT@BOYCOTT-2017.FR
#BOYCOTT2017

Chronique au travail
Le téléphone sonne, encore et encore et encore…

"Alors je paye tous les mois et là quand il faut me rembourser y'a plus personne ! J'en ai marre ! J'vais me casser de l'AG2R ! "

C'est pas la première fois que j'entends ça. À chaque fois, je me dis que le gars, au final, il sait pas que de toute façon, le service ne sera pas mieux dans une autre mutuelle. C'est que le gars à l'autre bout du fil, il a du mal à immaginer comment ça marche. À vrai dire, moi même je ne m'étais jamais posé la question.

Ce qu'il sait pas, donc, ce monsieur qui s'énerve, c'est qu'en face de lui, il a un intérimaire, qui vient à peine d'être formé, sur un plateau d'appel composé en immense majorité d'intérimaires, dans une boîte sous-traitante qui sous-traite aussi tout un tas d'autres services clients, et que le concurent peut très bien être à l'étage du dessus.



Un ami tunisien m'expliquait qu'il avait failli bosser pour la même boite en Tunisie, avant de venir en France. 6000 employés sur 6 plateaux. Ici, nous ne sommes que 400. Ca ne fait pas "usine". C'est petit et confortable, bien éclairé, un peu design. Le bâtiment vient d'être refait à neuf et il y a pas mal de travaux.

Sans être atroce, le travail ici résume bien la vie du prolo du secteur de service en France, qui est de plus en plus exploité. L'intérim y est omniprésent, largement autant qu'en usine, alors qu'officiellement 70 % des employés sont en CDI. On fait nos 35h payés 7,43€ brut de l'heure, les horaires sont relativement flexibles (ce n'est pas assez pour les bourgeois et politiciens qui en veulent toujours plus), mais c'est supportable pour ceux qui ont fait du BTP ou de la restauration, qui ont connu les départs en vadrouille à 5h du mat dans le camion avec les collègues ou les journées de 12h payées 6 à Quick ou Macdo. C'est tout de même chiant de ne pas avoir d'horaire fixe ou d'avoir des trous de 2h le midi pour mieux adapter nos horaires aux pics d'appels parce que ça ralonge la journée et que tu peux te retrouver tout seul en pause, avec les potes encore en appel.

Puis il y a les écoutes. Tu es noté, au minimum 3 fois par trimestre (mais souvent beaucoup plus). On nous explique que c'est pour "nous évaluer et permettre une formation constante en travaillant sur nos points faibles avec l'encadrement". Moi, je sais très bien que c'est pour qu'on ait toujours l'idée qu'à tout moment on peut être écouté.

Ici, personne ne veut rester. C'est chiant, mécanique. Les mêmes questions. Les mêmes appels. Tout sentiment doit être refoulé au téléphone. Une mère de famille qui se retrouve face à 3000€ de facture que la mutuelle n'a pas encore prise en charge ? C'est pas notre boulot de faire du social. On dirige vers le service compétent. Et on espère que la daronne va pas trop en chier avant de l'oublier face au connard de comptable qui vient nous expliquer que nous ne sommes que des sous-merdes incompétentes à l'appel suivant. De toute façon, on n'a pas le temps. L'appel a une durée limitée et si tu tiens pas cette moyenne, tu peux te faire dégager (d'ailleurs il y a eu des grèves y'a quelques années dans la boite pour cette raison). Et sans être intenable, la cadence épuise.

Un point à souligner c'est que sur mon badge, il y a marqué "production". Parce que même dans le secteur de service, dans la mutuelle, il y des petites mains qui produisent la marchandise. Ici, la marchandise, c'est un service client, vendu par un sous-traitant par une grosse marque. Sans tous ces gens qui s'abrutissent au téléphone ou derrière des ordis, pas de transfert de données, pas de mutuelles, d'assurance, de services financiers, pas de marchés. Les usines comme celles où je bosse ne fabriquent pas des voitures mais des assurances. Mais comme dans les autres usines, il y a des chefs, des quotas, des cadences, des contrôles, et comme dans les autres usines, la bourgeoisie bouffe nos droits, acquis par la lutte prolongée et violente, de nos frères et soeurs de classe.

Au call center, on voit le prolétariat de France qui s'enfonce dans la précarité et le travail à la chaine généralisé, avec ses pointeuses, ses cadences et ses petits chefs. On ne peut pas passer notre vie comme ça. Alors face à cet ordre social : ON A TOUJOURS RAISON DE SE REVOLTER !

Un travailleur, lecteur de la Cause du Peuple★

Violences policières
#JusticePourThéo



La Cause du Peuple était présente hier à la marche blanche pour #Théo à Aulnay. Plus de photos et des témoignages vont êtres publiés.

Tout le monde a vu la nuit dernière la colère des jeunes d'Aulnay se manifester. De l'autre côté, la police était intervenue en masse comme pour aller à la guerre, avec un hélicoptère et en tirant à balles réelles. Il y a eu 26 interpellations.

Sur place à la marche, le jour de la veille des affrontements, nous sentions bien l'atmosphère électrique. La marche venait à peine de se terminer que 5 ou 6 voitures de la BAC se dirigeaient vers les blocs où les jeunes discutaient entre eux. De la bouche de chaque Aulnaysiennes et Aulnaysiens, c'était le nom de Théo qui était prononcé. Tout le monde parlait de la police, de l'injustice de la police. Inégalité de traitement de cette pseudo "justice", indécence des grands médias qui font passer ce viol pour un acte "accidentel", mépris des Noirs et des Arabes, mépris des quartiers, haine des classes populaires. Voici un des témoignages que nous avons recueilli : Farida, une maman de la cité des 3000, nous a raconté comment hier à 2h du matin (la nuit avant les affrontements) son fils, meilleur ami de Théo, s'était fait interpeller par la police à Aulnay en rentrant de son travail :

"Ecoutez-moi, ça m'a mise hors de moi quand j'ai appris ça. Heureusement que mon fils était là pour me contrôler. Lundi à 2h du matin quand il est rentré du travail vous savez ce qu'il s'est passé ? Une quinzaine de policiers, j'ai bien dit une quinzaine ! suivi de 8 voitures de police, a plaqué mon fils contre un grillage de fer. Mon fils leur a demandé pourquoi ils faisaient ça, ils lui ont répondu "embrasse le grillage"… Et alors qu'il a refusé vous savez ce qu'ils lui ont répondu ? QUE LEURS COLLÈGUES AURAIENT DÛ ENFONCER LEUR MATRAQUE ENCORE PLUS PROFONDÉMENT ! ! Indécent, c'est n'importe quoi ! ! "

Sans commentaires.. cela en dit long sur la mentalité dans la police et du pourquoi des violences policières.

La nuit qui vient et les nuits d'après, il risque d'y avoir encore des affrontements. Le gouvernement ne peut pas demander qu'il n'y ait pas de réaction violente quand un jeune homme se fait violer par la police sur la voie publique, tabassé, insulté, et qu'il se retrouve à l'hôpital avec une poche, 60 jours d'ITT, et la complète incertitude qu'il n'y ait pas de graves séquelles physiques après ces 60 jours. Il faut que les responsabilités soient prises et que ces policiers soient jugés comme n'importe quelle autre personne aurait été



jugée pour cette acte ignoble de barbarie.

Nous devons exiger comme pour Adama Traoré et pour toutes les affaires de violences et assassinats policiers la justice et la vérité la plus totale. Ce viol, ça n'est pas une affaire individuelle, mais l'affaire de tous les quartiers en France qui subissent au quotidien les violences et l'humiliation de la police jusqu'au meurtre !

La Cause du Peuple réaffirme sa solidarité envers Théo et sa famille et continuera à l'affirmer. Amplifions la mobilisation, manifestons, organisons-nous, faisons tout pour gagner ce combat !

Vérité et Justice pour THEO !

Là où il y a oppression, il y a résistance ! ★



Clermont-Ferrand
Répression de la loi travail : prison avec sursis et grosses amende

Pour avoir participé à une manifestation qui avait abouti à l'invasion du conseil départemental du Puy-de-Dôme le 23 juin dernier, trois de nos camarades ont été condamnés ce 17 janvier pour des « faits de violence » contre les flics ainsi que pour des « dégradations ».

Ils ont respectivement écopé de 2000 euros d'amende avec sursis pour l'un, 6 mois de prison avec sursis pour l'autre et enfin 6 mois de prison avec sursis mise à l'épreuve avec obligation d'indemniser le conseil départemental à hauteur de 2000 euros de dommages et intérêts et 1000 euros à titre de participation à ses frais d'avocat.

Pour prononcer un verdict aussi lourd le tribunal n'a pas souhaité s'encombrer de preuves. Les trois ont payé pour tous et tant pis si ils n'étaient pas coupable de tout ou que les déclarations des policiers se contredisent parfois entre eux ou avec un compte rendu médical.

Aux yeux de la justice bourgeoise le concept de « responsable, mais pas coupable » s'applique très bien à un détournement d'argent public de 400 millions d'euros de la part de Christine Lagarde, mais quand il s'agit de condamner des militants qui luttent pour la dignité des travailleurs, 5000 euros pour de la peinture lavable et une inscription au feutre « c'est la moindre des choses ».

Comme toujours, le pouvoir bourgeois tente de criminaliser la moindre action de contestation populaire alors que règne l'impunité pour les patrons qui défiscalisent et assassinent les travailleurs et la flics et gendarmes qui en plus de manifester armés et cagoulés sans être inquiétés, tuent gratuitement des dizaines de personnes par an au cours de contrôles ou de gardes à vue.

La violence ce n'est pas nous, militants révolutionnaires, qui l'avons inventé. La violence, nous l'avons rencontré dans notre quotidien : au travail, dans nos conditions et nos salaires qui se dégradent ; dans la rue, au cours des contrôles de police ; dans les médias, où le pouvoir se met en scène, où les travailleurs sont cesse méprisés, où règne l'apologie des guerres impérialistes



conduites par notre état contre des peuples aux quatre coins du monde.

Le cas de nos camarades est bien sur loin d'être isolé, la loi travail a charrié dans son sillage des centaines de gardes à vue qui ont conduit une quinzaine de militants en prison préventive comme notamment Antonin Bernanos qui est enfermé depuis le 18 mai 2016 à Fleury-Merogis sans qu'aucun fait probant ne sois retenu à son encontre !

Il en va de même pour Antoine et François, deux militants de la région de Valenciennes, qui sont passés en appel le 2 février à Douai après la très lourde condamnation dont ils avaient été victimes (3 semaines de prison pour Antoine avec 10 mois de sursis et 2 ans d'interdiction de manifestation dans le département du Nord ; 6 mois de prison avec sursis et 2 ans d'interdiction de manifestation dans le Nord pour François). Comme à Clermont, Antoine de Valenciennes avait fait 1 mois de prison pendant la lutte contre la loi Travail.

Il n'y a rien à attendre de cette justice de classe et à Clermont comme ailleurs nous continuerons à nous battre et à soutenir toutes les luttes pour l'émancipation des trvailleuses et travailleurs.

Une caisse de soutien en ligne est disponible pour nos trois camarades à cette adresse :

https://www.lepotcommun.fr/pot/qw47pcq1 ★

Kurdistan
La justice française au service de l'État fasciste turc

Lorsqu'on regarde la situation en Turquie, où les peuples sont opprimés par le tyran Erdoğan et la politique insupportable de l'AKP, où le combat pour la liberté des kurdes est muselé, où la violence monte et se déchaîne de plus en plus, on pourrait naïvement penser que l'occident capitaliste réagirait. Il n'en est rien. Tous, Etats-Unis, Union Européenne, se taisent et laissent faire. Pire, ils collaborent activement à la dynamique turque, comme nous le démontrent les récentes affaires judiciaires en France, où la répression de l'état d'urgence s'enracinne depuis un an.

En effet, si l'on a fait grand bruit des mises en résidence surveillée d'activistes français (écologistes, zadistes etc.), l'Etat n'hésite en aucun cas à se servir de son pouvoir pour accentuer la pression qui pèse sur les militants turcs et kurdes présents sur le territoire. Cette répression, Adem Yildiz, un jeune progressiste turc de 27 ans réfugié politique en France, la vit aujourd'hui. Effectivement, il est sous la menace d'une demande d'expulsion formulée par le préfet du Val d'Oise. Les faits reprochés ? La participation à la fête de l'Humanité, la distribution d'une revue socialiste turque, sa présence à des concerts de Grup Yorum. A cela lui est collé une image d'homme dangereux, répandant la terreur. Face à ces inepties, Adem a reçu de nombreux soutiens, et la commission d'expulsion du Tribunal de Grande Instance de Pontoise a finalement exprimé, le 5 décembre, un avis défavorable à l'expulsion. Mais la décision finale en revient toujours au préfet, qui peut décider d'outrepasser cette consultation.

Que nous apprend cette affaire ? Que l'Etat bourgeois de France n'hésite pas à utiliser sa prétendue "Justice" pour servir des intérêts réactionnaires, fascistes et envoyer des réfugiés politiques vers un danger certain. Doit-on trouver ça étonnant dans un pays qui vient de retirer sa souveraineté à la plus haute



institution de justice, la cour de cassation, par un simple décret ? Dans un pays où le gouvernement s'arroge le droit de ficher 60 millions de personnes ? Dans un pays où la police assassine en toute légalité comme dans l'affaire Adama Traoré ? Dans un pays où cette même police se permet d'interpeller en pleine journée de cours un jeune lycéen kurde ?

Ce dernier cas s'est produit le 7 décembre, où B.T, âgé de 15 ans, s'est vu interrogé, fouillé et emmené chez lui pour une perquisition en pleine journée par des membres de la police criminelle. En réalité, ce que la police cherche à faire par cette démonstration de force traumatisante, c'est de faire témoigner le jeune homme contre sa propre famille : on lui demande longuement s'il a participé, avec son frère et sa soeur à des manifestations pro-kurdes. Ces derniers sont en effet au même moment en garde à vue prolongée, pour motif d'activités terroristes, un prétexte désormais couramment utilisé, sans preuve bien sûr, par la police en état d'urgence.

L'étouffement de toutes les revendications progresse donc à un rythme effréné en France. Le véritable harcèlement mené par l'Etat contre les réfugiés politiques et les militants, comme le montrent les deux exemples ci-dessus, n'est pas un cas isolé. Profitant d'un état d'urgence permanent, la violence bourgeoise écrase chaque jour un peu plus les luttes sur le territoire français. En mettant de côté toute légalité, c'est la pression d'une police meurtrière, d'une justice sourde, aveugle et muette, et d'une politique réactionnaire qui s'accentue en cette nouvelle année. 2017 ne sera pas en reste, aucun candidat à l'élection présidentielle n'ayant ne serait-ce qu'évoqué une possible abrogation de l'état d'urgence et tous ayant au contraire réaffirmé leur amour pour les forces de police. Steinbeck écrivait dans *Les Raisins de la Colère* : "La répression n'a pour effet que d'affermir la volonté de lutte de ceux contre qui elle s'exerce et de cimenter leur solidarité".

A nous désormais de prouver que dans la France de 2017, il aura vu juste. ★

Magouilles et compagnie

Affaire DIVAM: Travail déguisé pour profits bien réels!

Le monde de l'entreprise capitaliste ne cessera de pousser plus loin le travail impayé pour maximiser les profits.

Cette affirmation marxiste est loin d'être démentie par l'affaire de DIVAM et l'IUT de Valenciennes qui a éclaté en octobre dernier sur Twitter. En effet, les étudiants du DUT techniques commerciales ont été "invités" à participer à une opération notée de vente au porte à porte pour l'entreprise de lingerie DIVAM.

Une pratique odieuse dénoncée par Internet

Le projet s'apparente déjà à du travail non payé: cet "exercice" que l'entreprise DIVAM présente comme "sur la base du volontariat" (en fait non, si l'on veut éviter le 0 dans la matière correspondante) conduit les étudiants à vendre des lots de 3 paires de chaussettes plus de 21€ sans qu'ils reçoivent évidemment le moindre centime. Et DIVAM sachant pertinament que peu de gens achèteront des paires de chaussette de luxe, incite les étudiants à les vendre à leur famille et à leur entourage.

Mais alors pourquoi l'IUT accepte-t-il de contraindre ses élèves au travail forcé? Simple, sur chaque vente DIVAM s'engage à reverser 21% du chiffre d'affaire aux associations de l'établissement. Où vont donc les 79% restants? Directement dans la poche de DIVAM, qui n'aura donc dépensé aucun salaire dans le processus.

Quelle est la position de la justice française sur cette affaire? En 2010, le tribunal de Nantes, saisi par l'Urssaf au sujet de DIVAM et du travail dissimulé, a décidé de relaxer l'entreprise, jugeant que la pratique de DIVAM ne présentait aucun délit.

La situation, déjà bien ancrée dans l'exploitation la plus crasse, prend un tournant décisif le 5 octobre lorsqu'est révélé sur Twitter une publication insultante d'une association de l'IUT. Les étudiants de première année, apparement pas assez zélés à se vendre sans rien recevoir, se voient réprimandés par des aînés. On peut y lire "Vous êtes pitoyables." "Vous êtes une honte pour le département" "ceux qui seront en dessous de 400€ [de lots vendus NDLR] n'auront pas la moyenne et […] M.Langelloti s'opposera formellement à leur passage en deuxième année."

Immédiatement, la nouvelle se répend sur les réseaux et les sites et l'établissement et l'entreprise sont confrontés partout à de sérieuses accusations d'esclavage moderne et de travail dissimulé pour une affaire qui semblait locale. Semblait seulement? Car DIVAM révèle qu'elle s'appuie en réalité sur un réseau de 110 établissements partenaires en France – dont font partie des bacs pro, y compris dans des formations qui n'ont rien à voir avec les techniques commerciales comme l'esthétique, le tourisme, ou encore l'aménagement paysager – et de 4 500 étudiants (non-payés) pour produire plus de 40% de son chiffre d'affaire sur le même modèle que celui de l'IUT de Valenciennes. Ces chiffres sont évidemment ceux de la firme, qui emploie moins de 10 salariés et parvient pourtant à un chiffre d'affaire énorme de 1 100 000€. Le doute est permis.

À partir de cet exemple parmi les plus infames, il faut tirer des conclusions sur l'évolution insidieuse des pratiques capitalistes de la soi-disante ère de "l'uberisation".

La "nouvelle" entreprise capitaliste dans les pays impérialistes, machine à exploitation

Nos parents et nos grands-parents ont vécu sous l'égide du salariat. Un salariat si peu différent de l'esclavage qu'un pan entier du droit a été construit pendant un siècle et demi sous la menace de la classe ouvrière pour le limiter et le museler, sans jamais réussir à l'abolir. Mais le salariat a de grands désavantages pour les profits: il les contraint à entretenir un rapport humain entre l'exploiteur et l'exploité par l'intermédiaire du cadre, de la hiérarchie, des gardes chiourmes. Il rend identifiable le capital en la personne du propriétaire et le travail nécessairement socialisé de l'usine permet aux travailleurs de s'organiser contre l'exploitation.

Le développement récent du numérique et les incursions du monde de l'entreprise dans les formations sont représentatives du cas DIVAM. En jouant avec la légalité comme elle le fait, l'entreprise, qui n'est sûrement pas la seule à faire de même, se débarasse du salaire et n'engrange que des profits amenuisés au centième par ce qu'elle reverse aux Universités.

Tout comme des entreprises comme Uber et les récentes applications de livraison à domicile telles Foodora ou Deliveroo, DIVAM est un symbole de ce que le capitalisme tente de faire avaler à l'ensemble de la classe laborieuse du XXIème siècle: que le salariat n'existe pas et qu'ils travaillent de leur bonne volonté pour leur propre avantage. Qu'ils sont leur propre capitaliste.

Rien de plus faux. DIVAM ou Uber font bien leurs profits sur le travail d'autrui. Mais tel l'hydre, il n'y a pas seulement une tête à couper, il y en a 1 000, il y en a 100 000. Cet élargissement illusoire de la structure du travail sous le capitalisme traduit-il un changement dans ses mécaniques les plus élémentaires mises en évidence par Marx dès le XIXème siècle?

Il nous apparaît aisément que la réponse à cette question ne peut être autre que non: là où les vieilles firmes voyaient leurs profits en constante lutte avec les salaires, la même chose peut-être dite des nouvelles. Là seulement où elles semblent différentes c'est qu'elles nous font accepter le salaire par une machine informatique froide ou par une convention universitaire qui rend la décision capitaliste absolue et implacable -sauf lorsqu'on se révolte comme à l'IUT de Valenciennes.

On a autant de raisons (voire plus!) de se révolter contre la nouvelle entreprise capitaliste que contre la firme traditionnelle. L'exploitation du salaire et l'aliénation de l'emploi ne cesseront pas par un écran de fumée libéral qui nous isole dans une vente de nous-même à chaque instant. En évoquant le travail dissimulé de DIVAM sur ses étudiants, Isabelle Massa, chef du département techniques de commercialisation du DUT, explique: "Ça demande de se faire un peu violence".

La violence, oui, mais contre qui? ★

SNCF : partez en voyage vous êtes des otages !

Et ce ne sont pas les médias bourgeois qui vous diront le contraire, à chaque grève les récitals sur ces nantis de cheminots abondent… Mais surtout pas un mot sur l'état des voies, les absences de maintenance, la sous-traitance, les cadeaux au patronat par les différentes réformes ferroviaires, les pressions exercées sur le personnel…

Autant de pratiques imposées par les directions successives qui n'aboutissent qu'à la mise en danger directe des usagers au profit du capitalisme.

Sur ces thèmes-là, Gilles Balbastre a réalisé un excellent documentaire intitulé « Vérité et mensonge sur la SNCF » qui fourmille de détails et de cas concrets sur cette entreprise 100 % gérée par les élus.

Mais puisque la sécurité se mange à toutes les sauces en ce moment pourquoi ne pas revenir sur la catastrophe de Brétigny qui avait fait 7 morts et 70 blessés le 12 juillet 2013 à la suite du déraillement d'un train lors de son passage en gare ?

La justice bourgeoise le reconnaît d'elle-même, la direction ne fait rien pour faire avancer l'affaire, bien au contraire.

Pour cacher ces manquements graves à la sécurité, l'entreprise va produire des faux pour les enquêteurs et faire disparaître des preuves au cours d'un vol de matériel informatique du responsable de la maintenance. (Bien sûr il ne sera retenu que des soupçons).

On est également bien loin de l'empressement promis par le PDG, Guillaume Pepy, de fournir tous les documents dans les plus brefs délais au point que début 2015 trois enquêteurs avaient demandé à être dessaisis du dossier faute de moyens suffisants mis à leurs dispositions.

Le parquet d'Évry aura finalement refusé leur demande afin d'éviter de devoir réexaminer l'ensemble du dossier.

Témoin du climat de confiance, la « justice » mettra des cheminots sur écoute pour découvrir que des cadres briffent les personnels avant l'audition afin qu'ils en disent le moins possible… on est loin de l'honnêteté promis une fois encore.

A l'heure actuelle, le rapport technique des enquêteurs fait état d'un « délabrement complet » au moment des faits et pointe de graves lacunes sur l'entretien et l'installation du site qui sont connues depuis 2006. A noté que la veille de l'incident, un bilan technique des personnels de terrain de la SNCF concernant la portion de voie où s'est déroulée l'accident souligne l'urgence de la dégradation des voies…

Personne n'est évidemment encore condamné et nul doute que la « justice » bourgeoise mettra encore de longues années avant de rentre un verdict.

En attendant les petits incidents continuent de se multiplier le long des voies et ce n'est pas les suppressions de postes et la sous-traitance par du personnel non qualifié qui vont arranger les problèmes ou réduire la dette de l'entreprise.

Il ne fait aucun doute que ce sabotage de nos lignes orchestré par la SNCF ne vise rien d'autre que de transformer la mission de service public qui lui est attaché en mission de service AU public comme dans tout bon pays ultra libéral qui se respecte.

Ce n'est pas le virage vers le tout-en-bus, plus cher, plus polluant et moins pratique, que veulent nous imposer les élus, qui va pérenniser l'avenir d'un transport public de qualité.

Par la mobilisation des habitants et des cheminots, certaines petites lignes ont déjà pu sauver pour un temps leurs gares en Auvergne est une fois encore, preuve en est, que c'est par la solidarité et la Lutte que nous jetterons les bases d'une société plus juste ! ★



Philippines

Luttes et révolution aux Philippines : rapport de voyage d'un militant

Samedi 13 novembre, la Cause du Peuple organisait une rencontre sur la situation des luttes et de la révolution aux Philippines présentée par un de ses militants s'y étant rendu l'été dernier.

Pour commencer le camarade a présenté brièvement l'histoire des Philippines depuis la colonisation espagnole jusqu'à aujourd'hui. Il a ensuite exposé la situation dans les villes en montrant l'activité de différentes organisations progressistes : la lutte des communautés urbaines pauvres, la lutte des travailleuses et travailleurs, la lutte des étudiantes et étudiants… Enfin il a été montré l'activité des révolutionnaires dans les régions rurales et notamment les campagnes médicales qu'ils mettent en place. Une collecte de dons a été effectuée pour envoyer du matériel médical pour les cliniques de masse mises en place dans les régions les plus pauvres des Philippines par les révolutionnaires.

La rencontre s'est poursuivie avec une intervention du CRI Rouge (Collectif Rouge Internationaliste pour la défense des prisonniers révolutionnaires) dont vous trouverez le contenu ci-dessous.

Des membres de l'association NPSP (Nagkakaisang Pilipino Sa Pransya - Les Philippines Unis en France) ont ensuite interprété la chanson On Potok, chanson dumagat (minorité nationale de l'île de Mindoro) parlant de la situation des populations indigènes aux Philippines. Le président du NPSP a ensuite pris la parole pour saluer la rencontre.

Un camarade philippin, réfugié politique au Pays-Bas, a conclu la rencontre en appelant a accentuer la solidarité avec la lutte du peuple philippin.

Déclaration du Collectif Rouge Internationaliste pour soutenir la guerre populaire aux Philippines et les prisonniers politiques et de guerre

La situation aujourd'hui se caractérise d'un côté par une crise profonde du système économique, politique de l'impérialisme et du capitalisme et d'un autre côté par une offensive généralisée contre les nations, les peuples et le prolétariat international – ce qui se concrétise par des guerres de pillage sans précédent, par une intensification de l'exploitation et par une remise en question des acquis des peuples dans des domaines aussi variés que ceux de la santé, de l'éducation, du droit du travail, des libertés fondamentales…

Face à cela, nous constatons un renforcement des luttes sous toutes les formes pour endiguer cette offensive – luttes de plus en plus inscrites dans la durée et à la violence accrue dans cette confrontation avec le pouvoir et ses forces de répression. Cette riposte, ces derniers mois, s'est par exemple vue en France contre la loi ElKhomri, en Turquie contre Erdogan, aux USA contre l'arrivée de Trump au pouvoir, au Brésil pour la défense des paysans sans



terre, et ces derniers jours au Maroc pour dénoncer les crimes du régime. La révolte du peuple s'étend donc sur l'ensemble du globe mais ce qui manque bien souvent à ces mouvements pour réellement ébranler le système qui les oppresse sont les trois instruments de la révolution, et en premier lieu un parti communiste authentique pour transformer ces luttes en guerre populaire afin de régler la question de la prise du pouvoir par et pour le prolétariat.

Cette voie, quelques pays dans le monde – comme par exemple aussi en Inde - sont en train de la porter et parmi eux, les Philippines où sous la direction du Parti Communiste Maoïste des Philippines est menée une guerre populaire de longue halène, depuis 1969 (date de la constitution du parti et de la nouvelle armée populaire).

Cette guerre populaire est considérée comme la plus ancienne dans le monde et elle est menée sous le mot d'ordre : « la révolution est un droit du peuple ! ». Cette guerre juste a déjà conduit à des avancées importantes dans de nombreux domaines et elle est garante de la construction d'une société alternative.

Cette guerre populaire doit avoir le soutien inconditionnel de tous ceux qui



aspirent à la liberté, à l'émancipation de l'emprise de la réaction et de l'impérialisme ainsi que de tous ceux qui aspirent au passage vers le socialisme et le communisme.

Par ailleurs, nombreux sont aussi les combattants révolutionnaires qui, dans cette lutte acharnée, sont faits prisonniers et pour lesquels nous devons aussi apporter notre entier soutien et notre solidarité : aujourd'hui 520 prisonniers politiques et de guerre se trouvent en prison et avec eux cinq dirigeants révolutionnaires et il est du devoir de tous révolutionnaires d'œuvrer pour la libération de ces camarades.

C'est dans ce cadre que nous, le Collectif Rouge Internationaliste, exprimons notre appui à la révolution Philippine et notre solidarité, et que nous déclarons ce qui suit :

1- notre solidarité de principe et inconditionnelle avec le peuple Philippin dans sa lutte juste et légitime pour la réalisation de la révolution démocratique de type nouveau comme première étape de la construction du socialisme et du communisme.

2- notre condamnation des assassinats et des enlèvements que subissent les militants du peuple Philippin.

3- notre solidarité de principe avec les luttes que mènent le Parti Communiste et le front national démocratique.

4- enfin, nous appelons à soutenir davantage nos camarades Philippins dans leurs luttes, pour imposer ce droit à faire la Révolution et à se libérer.

5- et nous exigeons la libération immédiate et sans condition de tous les prisonniers politiques et de guerre.

Nos salutations aux camarades qui organisent cette activité pour célébrer cet événement historique.

VIVE L'INVINCIBLE GUERRE POPULAIRE AUX PHILIPPINES !

VIVE LE PARTI COMMUNISTES DES PHILIPPINES !

LIBERTE IMMEDIATE ET SANS CONDITION POUR LES PRISONNIERS POLITIQUES ET DE GUERRE AUX PHILIPPINES !

GLOIRE AUX MARTYRS DE LA REVOLUTION PHILIPPINE !

A BAS LA REACTION ET L'IMPERIALISME ! ★

Inde
Vive la Guerre Populaire en Inde !

Le 28 janvier avait lieu la Journée Internationale de Soutien à la Guerre Populaire en Inde. De nombreuses actions ont eu lieu en France et dans le monde au moment où les naxalites s'apprêtent à célébrer les 50 ans de la révolte de Naxalbari. Voici quelques photos des actions qui ont eu lieu en France (+ sur inderouge.fr). ★





Culture

Film

Moi, Daniel Blake

Suite à un arrêt cardiaque, Daniel Blake, un menuisier anglais de 59 ans se retrouve en arrêt de travail. Il entame alors les démarches pour percevoir les allocations d'arrêt maladie mais l'administration qui le juge apte à travailler, malgré les avis et avertissements de son médecin, ne veut rien entendre. Il souhaite faire appel mais les démarches sont longues. Il se retrouve alors dans la situation de chercher un travail pour toucher une aide en attendant de pouvoir faire appel et de percevoir l'aide sociale liée à sa maladie.

D'échecs en humiliations, il tisse des liens avec son voisin, qui vend des baskets au marché noir et Katie, une mère célibataire sans emploi qui se prive, se plie en quatre et plus encore pour subvenir aux besoins de ses deux enfants.

Ken Loach filme avec justesse l'absurdité et la violence d'une administration déshumanisée, soumise au secteur privé, qui cherche à faire rentrer les malades et les chômeurs dans des cases qui n'existent qu'en théorie pour finalement les décourager de percevoir une aide.

La conseillère qui sort un instant des normes managériales et désobéit à sa hiérarchie pour apporter une aide plus personnalisée et empathique à Daniel Blake est rappelée à l'ordre dans l'immédiat et menacée de perdre son emploi. Ken Loach nous montre comment ce système, sans recours à une violence apparente ou physique, lentement mais sûrement, broie les prolétaires par épuisement.

Les personnages et les mises en situation sont très réalistes. Malgré la misère qu'ils traversent, la solidarité entre prolétaires qui se construit et se forge sur ces moments de galères est puissante par la rage et l'émotion qu'ils dégagent. La détresse et la fatigue, mais aussi la dignité



et la fierté de ces prolétaires, prêts à tout pour défendre leurs enfants ou leurs amis, est palpable tout au long du film.

Moi, Daniel Blake est un hymne poignant sur les individus qui composent le prolétariat, héros ordinaires du quotidien qui bataillent et survivent chaque jour comme ils peuvent sous le capitalisme. ★



Art révolutionnaire

Ci-contre un des superbes "murals" que l'on retrouve aux 4 coins de l'Irelande occupée par l'armée britannique.

« Tout le monde, Républicain ou autre,

a son propre rôle à jouer.

Aucun rôle n'est trop grand ou trop petit,

personne n'est trop vieux ou trop jeune

pour s'impliquer… »

Bobby Sands

abonnement/contact

La **Cause du Peuple** vit **par et pour les luttes**. Ce journal est le fruit du travail d'une **équipe de militants et de militantes**.

Votre participation au journal est importante :

★Devenez **correspondant** (envoi d'informations sur les luttes de votre région ou autre) et/ou **diffuseur du journal** dans votre ville, département, région

★**Ecrivez nous** pour réagir aux articles ou **envoyez** directement vos articles à la rédaction

★**Collez** des affiches et autocollants de la CdP autour de chez vous (à demander par mail ou par courrier)

Vous pouvez aussi nous soutenir :

★**Abonnez-vous !**
(20€ = 1 an–ou plus pour soutenir)

SR, 21 ter rue Voltaire, 75011 PARIS
lacausedupeuple@gmail.com
lacausedupeuple.blogspot.com